

Les étapes importantes de l'histoire du mouvement BDS israélien : une chronologie succincte

 pouirlapalestine.be/bds/les-etapes-importantes-de-lhistoire-du-mouvement-bds-israelien-une-chronologie-succincte/

L'apparition du mouvement israélien pour le boycott, les désinvestissements et les sanctions (**BDS**) a été influencée par un certain nombre de facteurs. Toutefois, le mouvement en Israël est parti essentiellement d'une réaction – (a) aux appels internationaux suite à des traumatismes et (b) à des idées, en premier lieu, celles qui ont introduit le modèle sud-africain dans le discours international et israélien.

Et, de façon peut-être plus significative, ce mouvement a évolué en une réaction (c) aux appels adressés par les Palestiniens à la communauté internationale pour qu'elle boycotte Israël, qu'elle renonce à y investir et qu'elle prenne des sanctions à son encontre. Bien qu'ici, l'histoire du mouvement **BDS** en Israël soit reprise chronologiquement, on peut affirmer que tous ces facteurs ont œuvré de façon interactive et conjointement pour influencer le développement du mouvement **BDS** aussi bien dans le monde qu'en Israël.

Le rôle majeur du mouvement **BDS** israélien a consisté à soutenir les appels internationaux en faveur des **BDS** contre Israël et à les légitimer à la fois comme clairement **non antisémites**, comme **ne s'appliquant pas aux Israéliens mais à la politique gouvernementale israélienne** et comme soutenant un moyen non violent légitime par lequel la société civile palestinienne veut revendiquer et reprendre possession des droits et libertés de son peuple.

En même temps que la solidarité avec les Palestiniens, la force motrice derrière le mouvement **BDS** israélien a été la prise de conscience de ce que l'occupation criminelle et la répression du peuple palestinien, telles que les gouvernements israéliens successifs les exercent, ne seront jamais abandonnées sans une importante pression internationale.

1. L'éveil

L'Intifada Al-Aqsa

Le premier appel aux **BDS** en Israël émanait de **Gush Shalom**. Lancé en septembre 1997, il demandait aux Israéliens, de même qu'aux États-Unis et aux pays européens et autres ayant des traités commerciaux avec Israël, de boycotter les produits des colonies juives dans les territoires palestiniens occupés. L'appel présentait une liste provisoire rédigée en hébreu, en arabe et en anglais des produits émanant des colonies .

Cependant, les premières initiatives israéliennes appuyant les appels internationaux à un boycott total contre Israël n'apparurent qu'après le déclenchement de la seconde Intifada, connue sous l'appellation d'**Intifada Al-Aqsa** (Al-Aqsa Intifada), en septembre 2000. Ce furent surtout des réactions, de la part de quelques individus, aux appels internationaux aux **BDS** contre Israël.

À l'époque, le soutien à de tels appels n'émanait pas d'organisations israéliennes. Dans l'ensemble, la gauche israélienne évitait de telles initiatives. La première action de soutien au boycott dont je me souviens et qui, une fois de plus, n'attira que peu d'Israéliens, fut celle lancée par feu la linguiste de l'université de Tel-Aviv, le professeur **Tanya Reinhart**, et moi-même, en avril 2001, exigeant que la ville d'Ann Arbor renonçât à investir en Israël.

En avril 2001, 35 Israéliens publièrent un appel à boycotter Israël. Les auteurs de cet appel sont des citoyens israéliens et des Juifs d'autres nationalités dont les familles ont été victimes de racisme et de génocide dans des générations antérieures et qui estiment qu'ils ne peuvent demeurer silencieux :

Nous demandons instamment à la communauté mondiale de s'organiser et de boycotter les exportations et produits industriels et agricoles d'Israël, de même que le tourisme de loisir, dans l'espoir que cela aura les mêmes résultats positifs que le boycott de l'Afrique du Sud en a eu sur l'apartheid.

Ce boycott devrait rester en vigueur aussi longtemps qu'Israël contrôlera la moindre parcelle des territoires qu'il a occupés en 1967. Les gens qui écrasent les aspirations légitimes des Palestiniens doivent être amenés à subir les conséquences des sévères traitements qu'ils infligent.

Nous insistons auprès de toute personne qui recevra cet appel, quelles que soient ses origines et sa nationalité, afin qu'elle :

- 1. Commence à appliquer le boycott à un niveau personnel et qu'elle s'assure que les démarches qu'elle entreprendra soient connues de la communauté (par exemple : dites à votre épicière pourquoi vous ne voulez pas acheter de produits israéliens, ou évitez les voyages de tourisme en Israël).*
- 2. Ajoutez votre nom à l'appel, faites circuler celui-ci parmi vos amis et faites de votre mieux pour qu'il soit appuyé par des groupes s'occupant des droits de l'homme.*
- 3. Organisez des activités qui mettront la pression sur votre gouvernement afin qu'il rompe ses liens économiques et commerciaux et annule ses traités économiques préférentiels avec Israël.*

Les signataires originaux :

- 1. Meir Amor, Toronto, Canada – 2. Yael Arbel, Tel-Aviv, Israël – 3. Dita Bitterman, Tel-Aviv, Israël – 4. Hagit Borer, Los Angeles, États-Unis – 5. Ouzi Dekel, Paris, France – 6. Esty Dinur, Arena, États-Unis – 7. Aviva Ein-Gil, Tel-Aviv, Israël – 8. Ehud Ein-Gil, Tel-Aviv, Israël – 9. Arie Finkelstein, Paris, France – 10. Rachel Giora, Tel-Aviv, Israël – 11. Zamir Havkin, Givataim, Israël – 12. Zvi Havkin, Tel-Aviv, Israël – 13. Haggai Katriel, Haïfa, Israël – 14. Irit Katriel, Haïfa, Israël – 15. Justin Kodner, Princeton Junction, États-Unis – 16. Helga Kotthoff, Fulda, Allemagne – 17. Miri Krasin, Tel-Aviv, Israël – 18. Debby Lerman, Tel-Aviv, Israël – 19. Mely Lerman, Tel-Aviv, Israël – 20. Moshe Machover, Londres, Royaume-Uni – 21. Yael Oren Kahn, Warwickshire, Royaume-Uni – 22. Akiva Orr, Kfar Shmaryahu, Israël – 23. Rachel Ostrowitz, Tel-Aviv, Israël – 24. Eran Razgour, Tel-Aviv, Israël – 25. Eyal Rozenberg, Haïfa, Israël – 26. Hilla Rudich, Givataim, Israël – 27. Herzl Schubert, Tel-Aviv, Israël – 28. Ilan Shalif, Tel-Aviv, Israël – 29. Oz Shelach, New York, États-Unis – 30. Ur Shlonsky, Genève, Suisse – 31. Toma Sik, Budapest, Hongrie – 32. Ehud Sivosh, Londres, Royaume-Uni – 33. Gideon Spiro, Jérusalem, Israël – 34. Guy West, Herzliyya, Israël*
- 35. Adeb Yaffawy, Jaffa, Israël*

Les 35 signataires originaux ont été soutenus par 994 signatures dans le monde entier.

Ensuite, en mai 2001, à Chicago, dans un discours face à un rassemblement national de militants juifs contre l'occupation, Rela Mazali, femme de lettres israélienne, féministe et éminente cofondatrice de New Profile, réclama la suspension de l'aide militaire américaine à Israël.

Jénine Jénine

L'année 2002, toutefois, peut être citée comme un tournant, en raison de l'attaque à grande échelle, fin mars, de l'armée israélienne contre des villes, localités, villages et camps de réfugiés en Cisjordanie (officiellement, l'opération « Bouclier défensif », généralement rebaptisée « **massacre de Jénine** »).

Cette agression d'une rare violence déclencha une vague de protestations dans le monde arabe, en Europe, aux États-Unis et ailleurs. À ce stade, on aurait dit que les citoyens du monde, y compris ceux qui s'abritaient dans leur tour d'ivoire, ne pouvaient plus rester indifférents au sort peu enviable des Palestiniens.

Universitaires, artistes et intellectuels lancèrent nombre d'initiatives, dont un mouvement pour isoler Israël dans l'arène internationale par le biais de moratoires, de boycotts et d'une campagne de désinvestissement .

Cette agression particulièrement brutale, combinée à la construction, du mur de l'apartheid en juillet et qui allait transformer la Cisjordanie en bantoustans, provoqua un certain changement chez les Israéliens. Dans l'ensemble, un nombre croissant de militants protestèrent contre l'occupation et certains exprimèrent également leur soutien à de telles campagnes de boycott et de désinvestissement.

En mars 2002, soutenant la Campagne de suspension de l'aide de Voix juives pour la paix, l'auteur féministe israélienne, **Rela Mazali**, écrivait : « *Les armes sont le moteur de la militarisation. S'il vous plaît, imitez les jeunes gens d'Israël qui refusent de mettre leur corps et leur âme au service de l'occupation. Rejoignez-les donc en refusant d'armer cette occupation avec vos dollars* ». Son appel à suspendre l'aide militaire à Israël a reçu le plein soutien des membres de l'organisation féministe **New Profile**.

En avril 2002, un appel a été lancé en faveur d'un moratoire concernant l'aide à Israël émanant de l' **Union Européenne** et de la **Fondation européenne de la science**. L'appel émanait au départ du professeur **Steven Rose** (physique, Université ouverte) et du professeur **Hilary Rose** (Université de Bradford) et il fut publié dans le **Guardian** le 6 avril 2002. Plus de 120 universitaires le signèrent, dont 10 universitaires israéliens :

Professeur Amit, Daniel, Université hébraïque
Bar, Iris, Université de Haïfa
Professeur Farjoun, Emmanuel, Université hébraïque de Jérusalem
Professeur Giora, Rachel, Université de Tel-Aviv
Professeur Jablonka, Eva, Université de Tel-Aviv
Docteur Katriel, Haggai, Université de Haïfa
Professeur Lavie, Smadar, Tel-Aviv
Docteur Pappe, Ilan, Université de Haïfa
Professeur Razi, Zvi, Université de Tel-Aviv
Professeur Reinhart, Tanya, Université de Tel-Aviv
Docteur Shlonsky, Tuvia, Université hébraïque de Jérusalem

La lettre eut un effet immédiat. Elle fut bientôt suivie d'une décision unanime, prise par la commission des directeurs de l'organisation des professeurs et enseignants de l'enseignement supérieur en Angleterre, de lancer un appel en faveur d'un boycott plus radical.

« *La décision demande instamment à toutes les institutions britanniques de l'enseignement supérieur d'évaluer – dans des intentions restrictives – toute connexion universitaire future avec Israël. Elle insiste sur le fait que ces relations ne soient pas reprises avant le retrait complet de toutes les forces israéliennes, le début des négociations en vue d'appliquer les résolutions de l'ONU et la promesse d'un accès sans restriction aux institutions d'enseignement supérieur pour tous les Palestiniens* ».

En avril 2002, une pétition en faveur d'un boycott des arts fut lancée également, appelant « *tous les artistes du monde entier ayant bonne conscience d'annuler toutes les expositions et autres événements culturels prévus en Israël, de se mobiliser immédiatement et de ne pas permettre à la poursuite de l'offensive israélienne d'abonder dans leur autosatisfaction* ».

Elle fut soutenue par de nombreux signataires (plus de 180) issus des pays suivants : Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Égypte, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Inde, Irlande, Italie, Norvège, Palestine, Pays-

Bas, Suède, Suisse et Israël.

Dans un même temps, plusieurs centaines d'étudiants et une centaine de membres du personnel de l'Institut de technologie du Massachusetts (MIT) et de l'Université de Harvard signaient une pétition de désinvestissement qui fut également soutenue par des professeurs de plusieurs universités israéliennes.

En avril 2002, une lettre de boycott lancée depuis les États-Unis appelait à boycotter les universitaires et la recherche israéliens . En juin, le professeur **Mona Baker**, de l'Institut de science et de technologie de l'Université de Manchester (Umist) licenciait deux linguistes israéliens de la commission éditoriale du journal de traduction qu'elle dirigeait. De tels actes ne passèrent pas inaperçus et attisèrent un débat enflammé parmi les Israéliens, conférant ainsi au mouvement du boycott une très grande visibilité chez nous.

En mai 2002, le professeur **Tanya Reinhart** publiait un article dans **Yediot Aharonot**, à l'époque le quotidien le plus populaire d'Israël, dans lequel elle appuyait le boycott des institutions académiques israéliennes parce que celles-ci étaient complices de l'oppression des Palestiniens en fermant les yeux sur leur sort et, partant, sur celui de leurs collègues universitaires palestiniens :

« Jamais dans l'histoire, le conseil d'une quelconque université israélienne n'a adopté de résolution pour protester contre la fermeture fréquente des universités palestiniennes, et encore moins pour émettre des protestations sur les destructions qu'on y a causées durant la dernière révolte. »

Le type de boycott universitaire qu'elle soutenait portait sur un modèle efficacement utilisé contre l'Afrique du Sud.

« La pression économique sur l'Afrique du Sud », dit-elle, « était combinée à un autre aspect de pression – un boycott culturel et un isolement social. L'Afrique du Sud fut exclue des sports internationaux ; des organisations professionnelles et universitaires ne coopéraient pas avec les organisations sud-africaines ; il y avait un ban à l'encontre des conférences et des événements culturels. Tout cela contribua à ce que l'Afrique du Sud fût forcée de changer. »

Une comparaison de l'occupation avec l'apartheid sud-africain a déjà été établie par le lauréat du prix Nobel de la paix, **Desmond Tutu**, en octobre 2002.

« Si l'apartheid a cessé », dit-il, « cette occupation le peut aussi, mais la force morale et les pressions internationales devront être tout aussi déterminées. L'actuel effort de désinvestissement est le premier pas nécessaire dans cette direction, mais ce n'est certainement pas le seul. »

L'analogie avec le cas sud-africain, rendue explicite par divers penseurs , marquera les esprits de nombreux Israéliens de gauche. Non seulement les groupes de partisans israéliens du boycott mais, plus significativement encore, les tentatives israéliennes de s'opposer à l'occupation iront davantage vers la collaboration avec le mouvement palestinien de résistance et les actions seront donc calquées sur la lutte commune pour la libération des Sud-Africains.

Un peu plus tôt, cet automne, lors d'une interview en septembre 2002 pour Labournet, le **Dr Ilan Pappé**, un historien renommé de l'Université de Haïfa et partisan du boycott, avait exprimé les raisons de son soutien au boycott, y compris le boycott universitaire et culturel :

« Un boycott culturel et universitaire peut faire passer chez les bons Israéliens le message disant qu'il y a un prix à payer pour l'indifférence. Non seulement pour faire les choses en soi, mais aussi pour garder le silence en Israël même. »

Avant la fin de cette année 2002, en décembre, le conseil administratif de l'Université Marie Curie – Paris VI – « a insisté pour que l'Union européenne ne renouvelle pas avec Israël son Accord d'association de 1995, attribuant à ce pays des concessions commerciales, mais lui fournissant également des fonds pour son infrastructure et sa

recherche».

La motion de l'université demandait également aux universitaires israéliens « *d'adopter des positions à propos des mesures prises contre les universités palestiniennes, dont le travail avait été rendu impossible, et elle demandait au président d'accélérer les contacts émanant des deux camps, afin de promouvoir une solution pacifique.* »

En janvier 2003, cette décision fut appuyée par les universitaires palestiniens qui adressèrent une lettre de soutien à leurs collègues français. Dans le même esprit, en février 2003, le professeur **Tanya Reinhart** exprima également son soutien à cette résolution .

Inspirés par le mouvement de résistance sud-africain, les « *Anarchistes contre le mur* » (Anarchists Against the Wall – AATW) – un groupe israélien d'action directe – fut fondé en 2003 pour s'opposer au mur d'apartheid qu'Israël avait commencé à construire en terre palestinienne, en Cisjordanie occupée. Le groupe est essentiellement dirigé par des Palestiniens. Il travaille en coopération avec des Palestiniens en une lutte populaire commune contre l'occupation .

Plus tard, un grand nombre de ses membres constitueront le noyau de « **BOYCOTT! Supporting the Palestinian BDS Call from Within** » (Boycott ! Soutenez le BDS palestinien ! Appel de l'intérieur) – un groupe israéliens de Palestiniens, de Juifs, de citoyens israéliens et de résidents résistant à l'apartheid israélien en soutenant des initiatives de **BDS** contre Israël.

En mai 2003, le **Dr Ilan Pappé** lança un appel en faveur de campagnes de désinvestissement, de boycott et anti-apartheid contre Israël. Exprimant son avis sur l'analogie avec le cas sud-africain, il déclara : « *Il est malaisé de comparer le système d'apartheid d'Israël et celui qui existait en Afrique du Sud. (...) Les conditions dans lesquelles vivent les Palestiniens sont bien pires qu'en Afrique du Sud.* »

2. L'impact des appels BDS contre Israël émanant de la société civile palestinienne sur le mouvement BDS

Les appels palestiniens aux **BDS** contre Israël ont touché le mouvement **BDS** partout dans le monde. Ces appels ont marqué une étape importante et ont provoqué un soutien bien plus radical aux **BDS** contre Israël que celui qu'on avait observé avant cela.

Les appels palestiniens les plus influents ont fait leur apparition en août 2002, quand un groupe d'organisations palestiniennes des Territoires occupés ont réclamé un boycott total – économique, culturel et universitaire – contre Israël :

« Pour l'amour de la liberté et de la justice en Palestine et dans le monde, nous appelons le mouvement de solidarité, les ONG, les institutions universitaires et culturelles, les compagnies d'affaires, les partis politiques et les syndicats ainsi que les individus concernés à renforcer et étendre la Campagne mondiale de boycott contre Israël. »

Ensuite, en octobre 2003, des universitaires et intellectuels palestiniens des territoires occupés et de la diaspora ont lancèrent un appel au boycott des institutions universitaires israéliennes. Plus tard, en avril 2004 à Ramallah, ces appels furent suivis plus tard par un groupe d'universitaires et d'intellectuels palestiniens qui lancèrent la Campagne palestinienne pour le boycott universitaire et culturel d'Israël (**PACBI**), ce qui mit en exergue la nature institutionnel du boycott.

Ces appels mobilisèrent de nombreux universitaires partout dans le monde, y compris en Israël. En mars 2004, une lettre ouverte adressée aux directions universitaires israéliennes fut publiée dans la presse. Près de 300 universitaires du monde entier, y compris Israël, appelèrent les « *directeurs des universités israéliennes à mettre leurs cartes politiques sur table et à révéler s'ils soutenaient la politique gouvernementale à propos du conflit frontalier* ».

En janvier 2005, le Comité israélien contre les démolitions de maisons (**ICAHN**) sortit une déclaration soutenant les

sanctions contre Israël.

«Puisque les sanctions constituent un moyen puissant, non violent et populaire de résister à l'occupation, une campagne de sanctions nous semble la prochaine étape logique dans les efforts internationaux pour mettre un terme à l'occupation. Tout en continuant à se développer avec le temps, l'ICAHD soutient les éléments suivants, pour l'instant :

- *Les ventes ou le transfert d'armes vers Israël dépendant de leur usage, de façon à ce qu'elles ne contribuent pas à l'occupation ni ne violent des droits de l'homme et les lois internationales, violations qui cesseraient si les gouvernements faisaient appliquer les lois et réglementations existantes relatives à l'usage d'armes enfreignant les droits de l'homme ;*
- *Des sanctions commerciales contre Israël, du fait qu'il viole les « Accords d'association » qu'il a signés avec l'Union européenne, accords qui interdisent la vente de produits des colonies sous le label "Made in Israël", de même qu'il enfreint également les dispositions de ces accords sur les plans des droits de l'homme ;*
- *Le désinvestissement des sociétés qui profitent de l'implication dans l'occupation. Dans la même veine, l'ICAHD soutient les initiatives comme celles de l'Église presbytérienne des États-Unis, qui cible les sociétés contribuant matériellement à l'occupation et, à coup sûr, la campagne contre Caterpillar, dont les bulldozers démolissent des milliers de maisons palestiniennes ;*
- *Le boycott des produits des colonies et des sociétés qui fournissent des logements aux colonies ou qui jouent un rôle majeur dans la perpétuation de l'occupation ; et*
- *Tenir les individus, qu'ils soient des décideurs politiques, militaires exécutant des ordres ou autres, personnellement responsables des violations des droits de l'homme, y compris avec procès devant des tribunaux internationaux et des interdictions de voyager à l'étranger.*

L'ICAHD appelle la communauté internationale – les gouvernements, les syndicats, les communautés universitaires, les organisations s'appuyant sur la foi de même que la société civile au sens large – à mettre tout en œuvre pour tenir Israël responsable de sa politique d'occupation et de ses actions en ce sens et, de la sorte, à mettre un terme plus rapidement à cette tragédie.

Alors que nous appelons également l'Autorité palestinienne à adhérer également aux conventions sur les droits de l'homme, notre soutien à des sanctions sélectives contre la politique d'occupation israélienne se concentre en fait sur Israël, qui a seul le pouvoir de mettre un terme à l'occupation et est le seul à enfreindre les lois internationales concernant les responsabilités d'une puissance occupante . »

En avril 2005, le **Dr Ilan Pappé** s'adressa à l'Association britannique des enseignants aux universités (Association of University Teachers – AUT), exprimant son soutien à une éventuelle résolution de boycotter les universités israéliennes de Haïfa et de Bar-Ilan.

Publiant son appel dans le Guardian, il expliqua qu'«*en dehors, les pressions sont efficaces dans un pays où les gens veulent être considérés comme faisant partie du monde civilisé, mais leur gouvernement, avec leur aide explicite et implicite, poursuit une politique qui viole tous les droits humains et civiques possibles et imaginables. Ni les Nations unies, ni les États-Unis, ni les gouvernements européens, ni les sociétés n'ont adressé un message à Israël pour lui dire que cette politique était inacceptable et qu'il fallait y mettre un terme. C'est donc aux sociétés civiles, via des organisations comme la vôtre, d'envoyer des messages aux universitaires, hommes d'affaires, artistes, industriels de la haute technologie et toute autre section de cette société, pour leur dire qu'il y a un prix à payer, pour cette politique.*»

Au [quotidien] **Haaretz**, le **Dr Pappé** dit qu'il espérait que son soutien au boycott avait contribué à la décision d'imposer un boycott aux universités de Haïfa et de Bar-Ilan prise par l'Association britannique des enseignants aux universités .

En mai 2005, le professeur **Tanya Reinhart** publia un article expliquant pourquoi les universités israéliennes méritaient d'être boycottées .

En juillet 2005, la Société civile palestinienne unie (Palestinian United Civil Society – comptant quelque deux cents organisations) lançait un appel aux BDS, disant :

« Nous, représentants de la société civile palestinienne, demandons aux organisations de la société civile internationale et aux gens du monde entier qui ont une conscience d'imposer à Israël de larges boycotts et de lui appliquer des initiatives de désinvestissement similaires à ceux imposés à l'Afrique du Sud à l'époque de l'apartheid. Nous vous demandons d'exercer des pressions sur vos États respectifs afin qu'ils imposent à Israël embargos et sanctions. Nous invitons également les Israéliens dotés d'une conscience de soutenir le présent appel, pour l'amour de la justice et de la paix véritable. « Ces mesures punitives non violentes devraient être maintenues tant qu'Israël ne respectera pas son obligation de reconnaître le droit inaliénable du peuple palestinien à l'autodétermination et d'obéir intégralement aux préceptes des lois internationales en :

« 1. Mettant un terme à l'occupation et la colonisation de toute terre arabe et démantelant le Mur ;

« Reconnaissant les droits fondamentaux des citoyens arabo-palestiniens d'Israël à l'égalité complète, et

« 3. Respectant, protégeant et promouvant les droits des réfugiés palestiniens au retour dans leurs foyers et propriétés comme le stipule la résolution 194 de l'ONU . »

Cet appel aux **BDS** contre Israël fut appuyé par 171 organisations et individus.

Parmi les associations et personnes favorables, il y eut le Comité britannique pour les universités de Palestine (**BRICUP**), qui fut mis sur pied au Royaume-Uni en 2005 en réponse à l'Appel palestinien pour un boycott des universités et le professeur **Mona Baker**, écrivain, spécialiste de la traduction et des études interculturelles et ardente militante britannique dans le soutien au mouvement **BDS** contre Israël. Ces initiatives ont été appuyées par un nombre croissant d'universitaires et de militants israéliens.

En août 2005, à Jérusalem, lors de leur 13e Conférence internationale intitulée « *Des femmes résistent à l'occupation et à la guerre* », les « **Femmes en noir** » exprimèrent leur soutien à l'appel palestinien adressé à la communauté internationale afin d'imposer à Israël des « *mesures non violentes et efficaces, telles que le désinvestissement et des sanctions, aussi longtemps qu'Israël continuera à violer les lois internationales et poursuivra l'occupation et l'oppression du peuple palestinien* ».

À l'atelier BDS de cette conférence, le **Dr Dalit Baum** « *a mis en évidence l'importance de la mise sur pied de tout un savoir comme condition préalable à une telle campagne. De la compilation d'une liste des institutions et sociétés qu'il fallait boycotter ou dont il fallait se désinvestir* ». **Rela Mazali** elle aussi a exprimé son soutien à l'application des **BDS** contre Israël, en demandant à la communauté internationale : « *Boycottez-moi, s'il vous plaît. Boycottez mon pays. Sanctionnez-le tant qu'il ne mettra par un terme à ces crimes. Et sanctionnez également ceux de l'extérieur qui en profitent.*»

En mars 2006, **Shir Hever**, du Centre d'information alternative (**AIC**) publiait une analyse très fouillée sur la dépendance d'Israël vis-à-vis de l'économie mondiale et sur sa vulnérabilité à l'effet des campagnes **BDS** appliquées contre lui.

La conclusion de son analyse est sans détours : « *La répugnance internationale à acheter des armes israéliennes ou*

à vendre des armes à Israël va encourager ce pays à trouver des voies non violentes pour traiter avec les Palestiniens.»

En mai 2006, suite à l'appel palestinien, j'ai exprimé mon soutien à un boycott total d'Israël, y compris un boycott des universités. La chose a été publiée dans [le quotidien israélien] **Yediot Acharonot**.

En mai 2006, l'organisation féministe **New Profile** a adressé à l'Église presbytérienne des États-Unis (**PCUSA**) une lettre de soutien émanant de la militante de **New Profile**, le **Dr Dorothy Naor**, en vue d'envisager l'adoption d'une politique de désinvestissement sélectif comme moyen d'apporter la paix aux Palestiniens et aux Israéliens. «*Nous soutenons avec ferveur une telle tentative et espérons que la PCUSA adoptera effectivement le désinvestissement comme moyen non violent de mettre un terme à l'occupation par Israël des Palestiniens et de leurs territoires.*»

Le même mois, **New Profile** exprimait également son soutien aux désinvestissements sélectifs. Étant donné que la pression économique est un moyen non violent de mettre un terme à cette occupation catastrophique, prétendait l'organisation, «*New Profile accueille favorablement et soutient le désinvestissement sélectif à l'égard des sociétés qui contribuent à la poursuite de l'occupation en fournissant armes, d'autres équipements ou du personnel*».

En juin 2006, quelque 100 individus, organisations et mouvements israéliens exprimaient leur soutien à la section de l'Ontario de la Canadian Union of Public Employees (Syndicat canadien des employés du secteur public – CUPE) qui, en mai, avait voté à l'unanimité d'adopter une résolution de soutien à la «*campagne internationale de BDS contre Israël tant que cet État ne reconnaîtrait pas le droit des Palestiniens à l'autodétermination*». Appuyant l'appel palestinien de juillet 2005, la résolution de la **CUPE-Ontario** réclame le démantèlement du mur de l'apartheid ainsi que le droit au retour pour tous les réfugiés palestiniens.

En juin 2006, **Reuven Abergel**, fondateur des **Black Panthers israéliens**, exprima son soutien au boycott des universités d'Israël. Au même moment, **Gideon Levy**, journaliste du Haaretz, publiait un éditorial soutenant les résolutions de boycott.

En juin 2006 également, un groupe de plus de 50 citoyens israéliens soutenant les **BDS** contre l'occupation se constitua et sortit plus tard une déclaration à cet effet, en juin 2007.

En mai 2007, le professeur **Kenneth Mann**, de l'**Université de Tel-Aviv**, président du comité consultatif de **Gisha**, le Centre légal pour la liberté de mouvement, demanda instamment aux présidents des universités israéliennes de protester contre les restrictions gouvernementales imposées aux étudiants des universités palestiniennes en 2000. Seuls quatre présidents d'université signèrent l'appel adressé au ministre de la Défense **Amir Perez** afin de lever les interdictions, le président et professeur **Rivka Carmi**, de l'Université Ben Gourion du Néguev, le président et professeur **Yitzhak Apeloig**, de l'Institut technique de technologie, le président et le professeur **Menachem Megidor**, de l'Université hébraïque, le président et professeur **Aharon Ben Zeev**, de l'Université de Haïfa.

En juin et juillet 2008, [...] plus de 100 organisations, y compris le Comité israélien contre les démolitions de maisons, se joignirent à la Campagne nationale palestinienne de **BDS** pour réclamer la suspension de l'Accord d'association entre les États-Unis et Israël.

En septembre 2008, le **Dr Kobi Snitz** et **Roe Harush** publièrent le rapport des discussions d'un groupe de travail sur la façon dont les citoyens israéliens doivent s'y prendre pour élaborer une campagne **BDS**. Ils expliquèrent dans les détails la façon dont le groupe **BDS** israélien, appelé «**BOYCOTT ! Soutien à l'appel palestinien de l'intérieur en faveur des BDS**», s'était constitué durant cette année.

En octobre 2008, **Shir Hever**, du Centre d'information alternative, lança un appel en faveur de la «**résistance économique à l'occupation par le biais du désinvestissement**».

3. Guernica à Gaza

À la suite de l'offensive contre Gaza (opération « Plomb durci ») de l'armée israélienne, en décembre 2008, plus de 540 Israéliens (soutenus par plus de 5.000 personnes de toutes les nations) publièrent un appel lancé par le philosophe, le **Dr Anat Matar**, l'éditeur **Yael Lerer** et d'autres membres de l'organisation **BOYCOTT !** citée un peu plus haut en faveur du « soutien de l'appel de la communauté palestinienne des droits de l'homme à l'action internationale » :

« Nous demandons instamment au monde de mettre un terme à la violence israélienne et de ne pas permettre la poursuite de l'occupation brutale. Nous appelons le monde à condamner les crimes d'Israël et non d'en devenir le complice (...).

À la lumière de ce qui précède, nous demandons au monde de répondre favorablement à l'appel pressant des organisations palestiniennes des droits de l'homme :

- *au **Conseil de sécurité des Nations Unies** de convoquer une session d'urgence et d'adopter des mesures, y compris imposer des actions, pour faire en sorte qu'Israël remplisse ses obligations conformément aux lois humanitaires internationales.*
- *aux parties contractantes officielles des **Conventions de Genève** de remplir leurs obligations, conformément à l'article n°1, de faire respecter les dispositions des Conventions en prenant les mesures adéquates pour forcer Israël à se soumettre aux obligations que lui imposent les lois humanitaires internationales, et en particulier en insistant sur l'importance capitale du respect et de la protection des civils des effets des hostilités.*
- *aux parties contractantes officielles de remplir leurs obligations légales, conformément à l'article 146 de la **Quatrième Convention de Genève**, consistant à poursuivre les responsables des graves manquements à la Convention.*
- *aux institutions de l'**Union européenne** et à ses **États membres** d'utiliser réellement les Directives de l'U.E. concernant la promotion du respect des lois humanitaires internationales (2005/C 327/04) afin de faire en sorte qu'Israël se soumette aux lois humanitaires internationales, paragraphe 16 (b), (c) et (d) de ces directives, y compris l'adoption de mesures restrictives et de sanctions immédiates et la cessation de tout dialogue supplémentaire avec Israël .*
»

En janvier 2009, des membres de **BOYCOTT !**, y compris le professeur **Yoram Carmeli**, le **Dr Anat Matar**, **Jonathan Pollak**, le **Dr Kobi Snitz**, moi-même et 17 autres membres, ont publié un appel dans **The Guardian** demandant instamment aux dirigeants de l'UE « d'appliquer des sanctions contre la politique brutale d'Israël et de se joindre aux protestations actives de la Bolivie et du Venezuela ».

Nous avons également adressé l'appel suivant aux citoyens de l'Europe : « S'il vous plaît, répondez à l'appel de l'Organisation palestinienne des droits de l'homme qui est soutenu par plus de 540 citoyens israéliens : boycotez les marchandises et les institutions israéliennes, suivez les résolutions telles celles qui ont été prises par les villes d'Athens, de Birmingham et de Cambridge (toutes trois aux États-Unis). C'est la seule voie qui reste. Tous, aidez-nous, s'il vous plaît ! »

En avril 2009, **BOYCOTT !** invita le musicien **Leonard Cohen** à annuler son concert prévu en Israël : « Nous voyons notre société devenir de plus en plus inhumaine et raciste et, étant donné votre engagement depuis toujours pour la justice, nous ne pouvons concevoir que vous coopérez avec le mépris permanent d'Israël à l'égard de la justice et de la morale, nous ne pouvons concevoir que vous jouiez un rôle dans cette mascarade hypocrite d'Israël. Nous vous demandons instamment de joindre votre voix à celle de ces braves gens du monde entier qui boycottent Israël. Nous vous demandons instamment d'annuler le spectacle que vous avez prévu en Israël. »

En mai 2009, j'adressai une lettre de soutien au président du **BRICUP**, à la réunion du Congrès 2009 de l'Union des universités et collèges (**UCU**), laquelle disait, entre autres :

«En dépit de l'état critique croissant de leurs collègues palestiniens, les conseils et directions des universités n'ont jamais élevé la parole contre l'occupation israélienne des territoires palestiniens ni contre l'oppression des Palestiniens, pas plus qu'ils n'ont protesté contre les dégâts et destructions infligés aux institutions universitaires palestiniennes par l'armée israélienne, ou qu'ils n'ont témoigné la moindre sollicitude ou solidarité envers leurs collègues palestiniens.

Ni quand on leur a donné l'occasion de protester "contre la politique du gouvernement israélien qui provoque des restrictions de la liberté de mouvement, d'accès aux études et à l'enseignement et (...) de demander instamment au gouvernement de permettre aux étudiants et aux enseignants le libre accès aux campus dans les Territoires, et de permettre aux enseignants et aux étudiants en possession de passeports pour l'étranger d'enseigner et d'étudier sans être menacés du retrait de leurs visas de résidence", seuls très peu (407 sur plus de 5.000) ont choisi de signer cette pétition.»

La «*liberté académique*» est-elle la prérogative des gens détenant le pouvoir uniquement ? [...]

En mai 2009, **BOYCOTT !** rejoignit la Coalition des femmes pour la paix en demandant à la [Norvège](#) de se désinvestir de l'occupation israélienne. Vingt organisations israéliennes pressèrent le fonds de pension norvégien de « *retirer du portefeuille d'investissement du fonds toutes les sociétés qui soutiennent et assurent l'occupation par Israël des territoires palestiniens* ».

Le même mois, **BOYCOTT !** adressa un message au Département barcelonais de coopération internationale demandant si Barcelone coopérait toujours avec Tel-Aviv, même après les massacres de Gaza. La lettre rappelait à Barcelone que « *poursuivre les affaires et tout ce qui s'y rapporte habituellement ne fera qu'encourager Israël à se livrer à ses pratiques illégales, horribles et injustes qui perdurent depuis des 42 dernières années sans grande intervention de la part de la communauté internationale*».

En juillet 2009, **BOYCOTT !** adressait un message à l'**UNICEF** à propos de la question de son partenariat avec **Motorola**, lui disant : « *Nous considérons comme immoral que l'UNICEF fasse du partenariat avec une société qui, par ses actions, s'oppose aux efforts de l'UNICEF. Nous demandons que l'UNICEF mette un terme à ce partenariat avec Motorola tant que Motorola n'aura pas cessé de vendre des équipements utilisés par l'armée israélienne pour violer les droits des enfants palestiniens de même que ceux de tant d'autres encore.*»

Le même mois, **BOYCOTT !** s'unissait à l'appel de **PACBI** adressé à **Amnesty** pour qu'elle suive son appel à boycotter toutes les institutions académiques et culturelles d'Israël et qu'elle retire son soutien au concert de **Leonard Cohen** en Israël.

En juillet 2009, la section israélienne de la **Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté (WILPF)** décidait de rallier la Campagne de **BDS** contre Israël : « *En tenant compte du fait que, jusqu'à présent, nos appels en faveur de pressions internationales importantes contre la politique israélienne n'ont pas reçu de réponse et que, bien que nous ayons utilisé tous les moyens dont nous disposons, ces actions n'ont pas amené de changement dans la politique israélienne, nous rallions par conséquent l'appel aux BDS contre Israël.*»

En août 2009, le **Dr Neve Gordon**, militant de la paix de longue date et responsable du département de sciences politiques de l'**Université Ben-Gourion**, publiait un éditorial dans le **Los Angeles Times**, soutenant l'appel palestinien en faveur des **BDS** contre Israël .

En septembre 2009, **BOYCOTT !** ralliait aussi la **Déclaration de Toronto** soutenant l'appel à protester contre le **City-to-City Spotlight** à Tel-Aviv du Festival international du Film de Toronto. Le cinéaste, écrivain et artiste visuel

Udi Aloni, ainsi que l'artiste **David Reeb** faisaient également partie des personnes soutenant la déclaration .

En octobre 2009, **Michel (Mikado) Warschawski**, un membre éminent du **Centre d'information alternative**, publiait une réponse à **Uri Avnery** intitulée « **OUI aux BDS !** » dans laquelle il disait :

« Pour nous, le sionisme n'est pas un mouvement de libération nationale mais un mouvement colonialiste et l'État d'Israël est et a toujours été un État colonial de colons. On ne peut arriver à la paix ou, mieux, à la justice sans une totale décolonisation (on pourrait dire dé-sionisation) de l'État d'Israël ; c'est une condition préalable à la réalisation des droits légitimes des Palestiniens – qu'il s'agisse des réfugiés vivant sous occupation militaire ou des citoyens de second rang d'Israël (...). Toute tentative de réconciliation avant l'octroi complet des droits renforce la poursuite de la relation de domination coloniale. Sans un prix à payer, pourquoi les Israéliens mettraient-ils un terme à la colonisation, pourquoi risqueraient-ils une profonde crise interne ?

« C'est là que la campagne BDS revêt toute sa pertinence : elle offre un cadre international à l'action afin d'aider le peuple palestinien à réaliser ses droits légitimes, à la fois au niveau institutionnel (États et institutions internationales) qu'au niveau de la société civile (...). La campagne BDS a été lancée par une large coalition de mouvements politiques et sociaux palestiniens. Nul(le) Israélien(ne) prétendant soutenir les droits nationaux des Palestiniens ne peut, décevantement, tourner le dos à cette campagne.»

Le même mois, **Uri Yacobi Keller**, du **Centre d'information alternative**, publiait un document justifiant le boycott académique des universités israéliennes et intitulé «*L'économie de l'occupation : le boycott académique d'Israël*». Il prétend en outre : «*Un boycott académique d'Israël constitue une menace qui pourrait faire bien du tort aux connexions culturelles les plus importantes entre Israël et le monde occidental.*»

En novembre 2009, la **Coalition des femmes pour la paix** adoptait une motion prévoyant de rallier le mouvement **BDS** en Israël. C'est la première adhésion d'une importante organisation israélienne, représentant des milliers de militantes.

Cette initiative fut précédée par un projet de trois ans géré par la coalition (lancé en novembre 2006), intitulé "**Qui profite ? : Dénonciation de l'industrie israélienne d'occupation**", coordonné par le **Dr Dalit Baum**, **Merav Amir** et d'autres membres de la Coalition.

"**Qui profite ?**" a pour but de dénoncer les sociétés israéliennes et internationales impliquées dans la mise sur pied des colonies et infrastructures israéliennes dans les territoires occupés, dans l'économie des colonies, dans la construction de murailles et de check-points et dans la livraison d'équipements spécifiques utilisés dans le contrôle et la répression de la population civile sous occupation.

La question de l'enquête "**Qui profite ?**" n'est pas la plainte traditionnelle sur les coûts de l'occupation, mais l'ampleur des bénéfices réalisés par ceux qui y sont impliqués : qui tire profit du contrôle de la population, de l'exploitation économique et de l'industrie des colonies d'implantation.

La **banque de données de "Qui profite ?"** est devenue un important pilier du mouvement international **BDS**, fournissant une grande partie des recherches et informations vitales pour le militantisme économique du monde entier contre les compagnies et les sociétés qui tirent directement profit de l'occupation israélienne.

Le même mois, **BOYCOTT !** a adressé une lettre ouverte au Conseil d'administration de l'Université de **Trondheim**, lui demandant de suivre l'appel palestinien en faveur du boycott académique d'Israël. «*Effectivement, les universitaires du monde entier doivent reconnaître que les universités israéliennes font partie intégrante des*

structures de domination et d'oppression du peuple palestinien. Elles ont joué un rôle indirect dans la promotion, la justification, le développement ou le soutien de la politique raciste de l'État et des violations persistantes des droits de l'homme et des lois internationales.»

BOYCOTT ! a également rallié l'appel d'**Adalah-New York** à d'autres pour dire aux **New York Mets** qu'ils devraient cesser de soutenir les colons de Hébron.

En décembre 2009, des membres de **BOYCOTT !**, dont **Emmanuel Farjoun**, de l'Université hébraïque, **Rachel Giora** et **Anat Matar**, de l'Université de Tel-Aviv, **Kobi Snitz**, du Technion, et **Ilan Pappé**, aujourd'hui à **Exeter**, ont soutenu la campagne américaine de boycott universitaire contre Israël qui a sorti une déclaration appelant au boycott des institutions académiques et culturelles d'Israël .

En janvier 2010, l'**ICAH**D a sorti une déclaration remodelée intitulée «*en soutien d'une campagne BDS s'appuyant sur les principes fondamentaux de la société civile palestinienne*» et dans laquelle il est demandé :

- de mettre un terme à l'occupation israélienne et à la colonisation de toutes les terres arabes et de démanteler le Mur;
- de reconnaître la pleine égalité des droits fondamentaux des citoyens arabo-palestiniens d'Israël, et
- de respecter, protéger et promouvoir les droits des réfugiés palestiniens au retour dans leurs foyers et propriétés comme le stipule la résolution 194 de l'ONU. »

La déclaration poursuit en donnant des détails sur le soutien de **ICHAD** aux **BDS**, qui n'était pas mentionné dans la déclaration originale, tels que :

«...le boycott des institutions académiques israéliennes, qui n'ont pas assumé leurs responsabilités consistant à maintenir les libertés académiques de leurs homologues palestiniennes. Notre appel en faveur d'un boycott académique des universités israéliennes s'adresse surtout aux institutions qui, par exemple, s'opposent à l'organisation de conférences académiques internationales en Israël ou au financement de joint-ventures dans la recherche. Il ne demande en aucune façon de boycotter individuellement des hommes de science ou des chercheurs.»

Le même mois, le cinéaste et artiste **Udi Aloni** publiait un article sur **Ynet**, expliquant pourquoi les **BDS** sont l'outil idéal contre l'occupation :

« Nous devons tenter de créer les préconditions à l'apparition d'une résistance non violente, afin de rendre la résistance violente inutile.

La forme la plus efficace probable de pression connue de nous jusqu'à présent, ce sont les **BDS**. Par conséquent, l'action **BDS** n'équivaut pas à une action négative, contre-productive comme bien des propagandistes essaient de la décrire. Au contraire, l'action **BDS** est un antidote à la violence qui sauve des vies. C'est une action de solidarité, de partenariat et d'avancée en commun. L'action **BDS** sert à empêcher d'avance, de façon non violente, une résistance violente justifiée visant à atteindre les mêmes buts de justice, de paix et d'égalité.»

4. Impact : Israël est occupé à perdre sa légitimité

Le mouvement **BDS** contre Israël s'amplifie dans le monde entier. Le public et les décideurs israéliens, y compris les officiers de l'armée, ne peuvent plus l'ignorer, désormais. Les Israéliens assistent à la perte par Israël de sa légitimité et commencent à saisir le coût du mépris permanent des lois internationales par Israël.

En septembre 2009, dans son article, «**La troisième menace**», **Gabriel Siboni** [1] fait état de l'impact du mouvement **BDS** contre Israël :

« Ces dernières années, toutefois, une menace supplémentaire s'est développée. Sa principale idée : les tentatives d'organisation pro-arabes de **détruire la légitimité d'Israël** en tant qu'entité politique. Il existe beaucoup d'exemples de la chose, comme les accusations d'une politique d'apartheid, **la négation de l'Holocauste** et l'affirmation que l'établissement de l'État a été un acte illégal, de même que les accusations prétendant qu'Israël a commis des crimes de guerre. Toutes ces choses mènent au boycott des compagnies et produits israéliens, à des boycotts académiques et culturels et, en fin de compte, à des appels à **la destruction de l'entité sioniste** »[2]

En octobre 2009, **Aluf Benn**, correspondant de Haaretz, témoigne :

« Une seule chose ennuie les Israéliens, selon les sondages : **la crainte d'un embargo diplomatique et d'un boycott international**. Le rapport Goldstone et la Cour internationale de justice de La Haye suscitent l'inquiétude et l'intérêt, bien davantage que les discours de paix d'Obama. Toutefois, **tant que les relations avec le reste du monde resteront satisfaisantes, les Israéliens ne voient pas de raison de sortir de l'indifférence et d'écouter le président des États-Unis.** »[2]

Au cours du même mois, dans son article « **Israël a besoin de légitimité pour mener la guerre et la paix** », le journaliste du Haaretz reflétant l'idéologie dominante, **Ari Shavit**, dénombre les menaces contre la légitimité d'Israël, y compris le mouvement **BDS** :

« Mais tout ne va pas pour le mieux, loin de là. Pourquoi ? Parce que, sous ces eaux tranquilles sur lequel vogue le navire d'Israël, guette un iceberg. Le rapport Goldstone a marqué la première apparition de l'iceberg. La Turquie tournant le dos à Israël a marqué la seconde. Les tentatives de tribunaux européens de juger des officiers des FDI ont marqué la troisième, le boycott des sociétés et produits israéliens dans divers endroits du monde a marqué la quatrième. »

En novembre 2009, un autre journaliste traditionaliste, **Sever Plocker**, admettait que :

« L'image d'Israël a atteint son nadir; elle est isolée, indésirable et perçue comme mauvaise. **Le monde nous dit que, si nous devons poursuivre la même voie méprisable, nous allons perdre notre légitimité.** » [2]

Le même mois, dans son article intitulé « **Comment nous sommes devenus une nuit pour les nations** », le chroniqueur traditionaliste du Haaretz, **Yoel Marcus**, déplore la perte de légitimité d'Israël :

« Israël est (...) décrit comme un pays puissant, agressif et dominateur, comme l'a dit un jour Charles de Gaulle. Récemment, le président Shimon Peres a été salué par des manifestations de colère en Argentine et au Brésil. Bien des pays boycottent les produits israéliens et les conférenciers israéliens dans les campus universitaires de tout l'Occident se font copieusement siffler. Lors d'un récent périple de conférences d'Ehud Olmert aux États-Unis, il a été accueilli partout par des cris de "tueurs d'enfants !".

Depuis l'opération Plomb durci à Gaza, chaque fois que des officiers des FDI ont mis les pieds dans un aéroport étranger, ils ont couru des risques (...). Il serait préférable pour nos gouvernements de discuter de la façon comment nous sommes arrivés là où nous en sommes – nous ne sommes plus un phare parmi les nations – et **ce qu'il conviendrait de faire pour arrêter la dégringolade en chute libre de notre image internationale avant qu'il soit trop tard.** » [2]

Le même mois, encore, **Yoav Karyn** écrit dans Globes :

« **Israël ne continuera pas d'exister si la classe moyenne éduquée de l'Occident se tourne contre lui.** L'expérience de l'Afrique du Sud a enseigné à tous les gens du monde entier pratiquant le boycott qu'il n'y a pas d'outil plus efficace pour affaiblir la résistance d'une société que le retrait des investissements étrangers. »[2]

En janvier 2010, **Gidi Grinstein**, le fondateur et le président du **Reut Institute**, un groupe politique destiné à fournir

au gouvernement israélien une aide ponctuelle dans ses décisions stratégiques à long terme, reconnaît la menace de délégitimisation :

« Et c'est ainsi que nos hommes politiques et notre personnel militaire sont menacés de procès et d'arrestation quand ils voyagent à l'étranger, les campagnes de boycott de nos produits gagnent en succès et notre existence même est défiée dans les institutions académiques et cercles intellectuels. Le pays est de plus en plus isolé. »

Le mouvement **BDS** contre Israël, soutenu par un nombre croissant d'Israéliens a du mordant. Il menace de saper la position d'Israël dans le monde civilisé. Il brandit un miroir à la face hideuse d'Israël en tant qu'opresseur. Tôt ou tard, les Israéliens *BCBG* devront reconnaître cette face hideuse d'Israël comme la leur.

Plus tôt ils le feront, plus vite ils insisteront, en partenariat avec les Palestiniens, pour qu'il y ait un changement radical de direction qui amènera la justice pour tous et placera le pays sur la voie qui lui permettra de reconquérir sa légitimité.

Rachel Giora
18 janvier 2010

Remerciements :

Je remercie vivement toutes les personnes qui m'ont adressé des commentaires et m'ont aidée à façonner ce document. Je dois beaucoup à Reuven Abergel, Mona Baker, Dalit Baum, Jeff Halper, Shir Hever, Ingrid Jaradat Gassner, Debby Lerman, Rela Mazali, Dorothy Naor, Ofer Neiman, Ilan Pappé, Deb Reich, Jonatan Stanczak, Aliyah Strauss, Gila Svirsky, Mikado Warschawski et Beate Zilversmidt.

Traduction de l'anglais : Jean-Marie Flémal

[1] Au cours de sa carrière au service de l'armée israélienne, le colonel **Gabriel Siboni** a servi comme combattant et commandant dans la **Brigade Golani** et terminé son service comme commandant de l'unité de reconnaissance de la Brigade. Dans le cadre de ses activités de réserviste, il a servi comme haut officier du personnel de la Brigade Golani, vice commandant de l'unité de logistique, et chef d'état major d'une division blindée dans le Nord. **Gabriel Siboni** a fait partie de l'*Institute for National Security Studies* (INSS) à partir de 2006, en complément de ses activités dans les domaines de la sécurité, l'armée, et l'activité de consultant opérationnel. A l'INSS il est directeur du Programme sur la Structure de la Force de l'armée israélienne. Il est aussi co-éditeur de la revue militaire « The Wisdom of Actio » et vice dirigeant et chef en méthodologie du Research Center for Force Utilization and Buildup – Experimentation Laboratory. Il est également consultant dans une grande variété de domaines dont les systèmes opérationnels et la technologie militaire, gestion des risques, systèmes d'information, et ingénierie de l'eau de l'énergie et de l'environnement. Il a un B.A et un M.A en ingénierie mécanique de l'Université de Tel Aviv, et un doctorat en systèmes d'information géographique (GIS) de l'Université Ben Gourion du Negev.

[2] passages en gras soulignés par nous

Copyright © 2016 | MH Magazine WordPress Theme by [MH Themes](#)